

DREAL - Direction des Risques Industriels/Département
Risques Chroniques
Cité administrative – 1 rue de la cité administrative-Bat. A
CS 80002 – 31 074 TOULOUSE
Tél 05 61 58 50 00

TOULOUSE, le 20/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

AIRBUS OPERATIONS SAS St Martin du Touch

316 route de Bayonne BP M6513
à l'attention de M. Sébastien Gaillot
31000 Toulouse

Références : 2023/DRI/DRC/149
Code AIOT : 0006802353

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2023 dans l'établissement AIRBUS OPERATIONS SAS St Martin du Touch implanté 316 Route de Bayonne BP M6513 31060 Toulouse. L'inspection a été annoncée le 22/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIRBUS OPERATIONS SAS St Martin du Touch
- 316 Route de Bayonne BP M6513 31060 Toulouse
- Code AIOT : 0006802353
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Airbus Opération SAS, site de Saint-Martin du Touch est spécialisée dans le domaine de la construction aéronautique et spatiale et est située 316 Route de Bayonne – BP M6513 à Toulouse (31 060).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

L'inspection a porté plus particulièrement sur le respect :

- des dispositions des articles R543-75 et suivants du code de l'environnement, notamment celles encadrant l'utilisation et le stockage des fluides frigorigènes ;
- des dispositions relatives aux détenteurs et aux opérateurs sur les fluides frigorigènes issues des règlements européens pris pour application du protocole de Montréal (Protection de la Couche d'Ozone) et du protocole de Kyoto (Réduction des Émissions de Gaz à Effets de Serre) ;
- des dispositions de l'arrêté du 04/08/2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185-2-a ;
- des dispositions de l'arrêté du 29/02/2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés ;
- des dispositions de l'arrêté du 31/01/2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.

Elle a notamment été réalisée pour vérifier si l'entreprise manipulerait/stockerait des fluides de type CFC ou HCFC et si les gros équipements disposaient de système de détection de fuites. Elle se tenait également dans le cadre d'une opération plus large décidée au niveau national par le Ministère en charge de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7, L.171-8, L.521-17 et L.521-18 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7, L.171-8, L.521-17 et L.521-18 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Contrôle d'étanchéité	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79 et R.543-81	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Règlement F-GAZ : Système de détection de fuites	Règlement européen du 16/04/2014, article Art. 5 Règlement F-GAZ	/	Mise en demeure, produits chimiques	3 mois
8	Contrôle du système de détection de fuites	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article Art. 3 de l'AM du 29/02/2016	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Fiches d'intervention	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-82	/	Sans objet
10	Vignettes	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79-1	/	Sans objet
11	Règlement F-Gaz : Etiquetage	Règlement européen du 16/04/2014, article Art. 12 Règlement F-GAZ	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Attestation de capacité	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78	/	Sans objet
2	Attestation d'aptitude	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-106	/	Sans objet
3	Interdiction d'utilisation des CFC	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-93	/	Sans objet
4	Règlement SAO : Interdiction d'utilisation des HCFC	Règlement européen du 16/09/2009, article Art. 5 et 11 du Règlement SAO	/	Sans objet
5	Règlement F-Gaz : Restriction d'utilisation des HFC	Règlement européen du 16/04/2014, article Art. 13 et annexe III du Règlement F-GAZ	/	Sans objet
12	Archivage	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-80	/	Sans objet
13	GEREP	Arrêté Ministériel du 10/01/2020, article Art. 4	/	Sans objet
14	Règlement F-Gaz : Mélange HFC/HFO	Règlement européen du 16/04/2014, article Art. 2.2 Règlement F-GAZ	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection sur la thématique des fluides frigorigènes montre que dans l'ensemble cette réglementation est bien prise en compte notamment au regard du nombre important d'équipements présents sur le site.

Toutefois, certaines dispositions notamment sur les équipements supérieurs à 500 tonnes équivalents CO2 ont mal été interprétées.

La régularisation de ces dispositions étant assez longue, il convient de l'encadrer en proposant de prendre des suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Attestation de capacité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. R.543-78 du code de l'environnement Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99.
Constats : Les attestations des 2 opérateurs (sociétés) rencontrés le jour de la visite d'inspection et qui interviennent sur le site ont été montrées à l'inspection. Elles ont été transmises par mail du 03 février 2023. Elles sont valides jusqu'en 2024 (2 avril pour un des opérateurs et 5 septembre pour l'autre opérateur). Il a été vérifié sur le site de SYDEREP de l'ADEME la validité des attestations de capacité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Attestation d'aptitude

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-106
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. R.543-106 du code de l'environnement L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R.543-76 sont titulaires : 1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié ; 2° Soit d'un certificat équivalant à l'attestation d'aptitude mentionnée au 1°, délivrée dans un État membre de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés.
Constats : Les attestations d'aptitude du personnel des 2 opérateurs rencontrés le jour de l'inspection ont été contrôlées par sondage et n'appellent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Interdiction d'utilisation des CFC

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-93
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. R. 543-93 du code de l'environnement « Toute personne détenant des fluides frigorigènes de la catégorie des CFC, y compris ceux contenus dans des équipements, s'en défait au plus tard le 1er juillet 2016. Ces fluides sont récupérés conformément aux dispositions de la présente section.

Le présent article ne s'applique pas aux CFC contenus dans des équipements à circuit hermétique ne présentant aucun orifice permettant de les recharger en fluide frigorigène. »
Constats : Il n'a pas été signalé de CFC sur ce site. Il n'a pas été constaté d'équipement contenant ce type de fluide lors de la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Règlement SAO : Interdiction d'utilisation des HCFC

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/09/2009, article Art. 5 et 11 du Règlement SAO
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. 5 du règlement du 16/09/2009 1. La mise sur le marché et l'utilisation de substances réglementées est interdite. Art. 11 du règlement du 16/09/2009 3. Par dérogation à l'article 5, jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures régénérés peuvent être mis sur le marché et utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition que le récipient les contenant soit muni d'une étiquette précisant que la substance a été régénérée et contenant des informations sur le numéro de lot et sur le nom et l'adresse de l'installation de régénération. 4. Jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures recyclés peuvent être utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition d'avoir été récupérés dans de tels équipements. Ils peuvent uniquement être utilisés par l'entreprise qui a effectué la récupération dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou pour laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
Constats : Il y a quelques équipements au R22 sur le site (secteur des moyens généraux). Il s'agit de petits équipements (< à 2 kg). Selon l'exploitant, en cas de panne, ces équipements sont systématiquement remplacés. Le fluide est récupéré et envoyé en destruction. L'exploitant utilise l'application TRACKDECHETS pour les déchets de fluides frigorigènes depuis janvier 2023 et les nouveaux CERFA 15497*03 sont remplis par l'opérateur concerné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Règlement F-Gaz : Restriction d'utilisation des HFC

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article Art. 13 et annexe III du Règlement F-GAZ
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 Article 13 – Restrictions d'utilisation 3. A partir du 1er janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus, est interdite.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à – 50 °C.

Jusqu'au 1er janvier 2030, l'interdiction visée au premier alinéa ne s'applique pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :

a) les gaz à effet de serre fluorés régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 6 ;

b) les gaz à effet de serre fluorés recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne peuvent être utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.

Annexe III

Est interdite à partir du 1er Janvier 2022 :

12. La mise sur le marché de réfrigérateurs et congélateurs à usage commercial (équipements hermétiquement scellés) contenant des HFC dont le PRP est supérieur ou égal à 150,

13. La mise sur la marché de systèmes de réfrigération centralisés multipostes à usage commercial d'une capacité nominale supérieure ou égale à 40 kW et qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est supérieur ou égal à 150, ou qui en sont tributaires, à l'exception des circuits primaires de réfrigération des systèmes en cascade dans lesquels des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est inférieur à 1500 peuvent être utilisés.

Constats : 7 équipements du secteur outillage sont concernés par ces dispositions.

L'opérateur précise que pour ces équipements des fluides recyclés sont utilisés pour les recharger.

Ces fluides recyclés proviennent d'autres équipements de la société Airbus.

L'exploitant a transmis le 03 et 14 février 2023 des photos des bouteilles stockant ce type de fluides. L'inspection rappelle que l'étiquetage des bouteilles de fluides frigorigènes doivent respecter les dispositions du règlement (CE) n°1272/2008 du parlement européen et du conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (Règlement CLP) et du règlement (CE) n° 517/2014 du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés (Règlement F-GAZ). L'étiquetage (étiquette) doit notamment comporter les informations suivantes :

a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou qu'il en est tributaire ;

b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, le nom chimique ;

c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO₂, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.

L'étiquette est parfaitement lisible et indélébile et est placée sur la partie du produit qui contient les gaz à effet de serre fluorés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôle d'étanchéité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79 et R.543-81
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Art. R.543-79 du code de l'environnement Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en langue française. Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé dans les conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement. Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet au détenteur de l'équipement, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée. Pour les équipements contenant plus de trois cents kilogrammes de HCFC ou plus de 500 tonnes équivalent CO2 de HFC ou PFC, l'opérateur adresse une copie de ce constat au représentant de l'État dans le département ou à l'Autorité de sûreté nucléaire si ces équipements sont implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base telle que définie à l'article L. 593-2. Art. R.543-81 du code de l'environnement Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe la périodicité et les conditions des contrôles d'étanchéité des équipements. AM du 29/02/2016</p>
<p>Constats : Au regard des fiches d'intervention consultées ou transmises sur les équipements choisis par sondage, les périodicités des contrôles périodiques d'étanchéité sont respectées pour les équipements du secteur des moyens généraux. Pour le secteur outillage, sur 5 équipements mobiles contenant 200 kg de R404A (soit 784,4 t eq CO2), le contrôle d'étanchéité de 2 équipements n'a pas respecté la périodicité de 3 mois (20/10/2022 et 03/02/2023). Il y a eu un glissement d'un mois. Toutefois, aucune fuite n'a été constatée.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de son opérateur pour faire contrôler l'étanchéité de ces équipements (2000000173854 et 2000000156620) en respectant la périodicité réglementaire de 3 mois. Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection, pour les équipements référencés 2000000173854 et 2000000156620, les fiches d'intervention du contrôle d'étanchéité périodique qui devra être effectué avant juin 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Règlement F-GAZ : Système de détection de fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article Art. 5 Règlement F-GAZ
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. 5 du règlement 16/04/2014 Les exploitants des équipements énumérés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.
Constats : 5 équipements sont concernés par ces dispositions : <ul style="list-style-type: none"> • 2 situés dans un bâtiment disposent de détecteurs d'ambiance. Selon les informations recueillies le jour de l'inspection, ces équipements n'ont pas de réservoir de fluides liquides. • 3 situés à l'extérieur ne disposent pas de détecteur. Le fait, pour ces 3 équipements, de ne pas être doté d'un système de détection constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 5 du règlement 16/04/2014.
Il est demandé à l'exploitant de régulariser sa situation en installant un système de détection sur les équipements concernés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, produits chimiques
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Contrôle du système de détection de fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article Art. 3 de l'AM du 29/02/2016
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. 3 de l'AM du 29/02/2016 I.-Le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous : -50 grammes par heure ; -10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement. II.-Par exception au paragraphe I, lorsqu'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC basé sur des méthodes directes conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous : -50 grammes par heure ; -10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement. L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte. L'implantation du système permanent de détection de fuite de HFC, basée sur des méthodes directes, résulte et est conforme aux préconisations d'une étude préalable. Cette étude est réalisée par une personne dûment qualifiée et indépendante du détenteur et de l'exploitant de l'équipement. Elle précise et justifie, notamment, le seuil de déclenchement de l'alarme. III.-Par exception aux paragraphes I et II, lorsqu'un système permanent de détection de fuite

respectant les dispositions des paragraphes I et II ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuites qui analyse au moins un des paramètres suivants :

- a) La pression ;
- b) La température ;
- c) Le courant du compresseur ;
- d) Les niveaux de liquides ;
- e) Le volume de la quantité rechargée.

Le système permanent de détection de fuite est relié à une alarme informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté.

L'exploitant prévoit des mesures correctives afin de détecter au plus vite et limiter les fuites. Il réalise les contrôles d'étanchéité, prévus à l'article 1er, par une méthode de mesure directe à la périodicité prévue à l'article 4.

L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions prévues au I et II du présent article ainsi que les mesures correctives qu'il met en œuvre afin de détecter au plus vite et limiter les fuites.

IV.-Les systèmes permanents de détection de fuite sont vérifiés au moins une fois tous les douze mois afin de garantir l'exactitude des informations fournies. L'exploitant de l'équipement tient à jour un registre. Ce registre précise les fluides pour lesquels le système permanent de détection est adapté, la liste des opérations d'entretien destinées à le maintenir en bon fonctionnement, le résultat des vérifications réalisées et, le cas échéant, les actions correctives à réaliser.

V.-Toute présomption de fuite de fluide frigorigène donne lieu à une recherche de fuite par méthode de mesures directes :

-dans un délai de douze heures si la charge de l'équipement est supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO₂ ;

-dans un délai de vingt-quatre heures dans les autres cas.

Constats : 5 équipements sont concernés par ces dispositions :

- 2 situés dans un bâtiment disposent de détecteurs d'ambiance. Selon les informations recueillies le jour de l'inspection, ces équipements n'ont pas de réservoir de fluides liquides. Pour ce système permanent de détection de fuite de HFC basé sur des méthodes directes, l'exploitant n'a pas fourni d'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte ainsi que l'implantation du système permanent de détection de fuite de HFC. Il n'a pas été également justifié de la valeur le déclenchement de l'alarme en cas de fuite ;

- 3 situés à l'extérieur ne disposent pas de détecteur. Il n'a pas également été fourni d'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte (détecteur de niveau) ou par mesure directe (détecteur d'ambiance).

Ces faits constituent des non-conformités aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 modifié.

Il est demandé à l'exploitant de régulariser sa situation en fournissant les études pour les 5 équipements concernés avec toutes les informations nécessaires et en installant un système de détection sur les équipements concernés. De plus, dans le cas où les détecteurs d'ambiance sur 2 équipements situés dans le bâtiment ne respecteraient pas les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 modifié, l'exploitant devra mettre en place un système permanent de détection de fuite y répondant.

Par ailleurs, il a été toutefois fourni, par mail du 03 février 2023, le rapport de contrôle annuel des détecteurs d'ambiance pour les 2 équipements concernés ci-dessus. L'inspection n'a pas d'observation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-82
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Art. R. 543-82 du code de l'environnement L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe le contenu et précise les conditions d'élaboration et de détention de la fiche d'intervention mentionnée ci-dessus. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux opérations de récupération de fluides frigorigènes effectuées sur les équipements hors d'usage soumis aux dispositions des articles R. 543-156 à R. 543-165 ou aux dispositions des articles R. 543-179 à R. 543-206. Art. 11 de l'AM du 29/02/2016</p>
<p>Constats : Les fiches d'intervention ont été consultées sur place ou transmises, suivant les choix d'équipements effectués par sondage (très grands nombres d'équipements). La majorité de ces fiches est correctement remplie. Toutefois, un point de divergence sur l'interprétation de la réglementation a été évoqué sur l'utilisation d'une seule fiche d'intervention (CERFA 15497*03) pour un équipement contenant 2 circuits avec 2 types de fluides et des quantités différentes par circuits. Une consultation est en cours auprès du ministère en charge de l'environnement pour statuer sur les dispositions applicables.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté sur l'équipement CPRM02001G11 des incohérences d'information entre l'étiquetage de l'équipement (316 kg de R134A et 451,9 t eq CO₂) et les fiches d'intervention fournies (318 kg et 454,74 t eq CO₂).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de son opérateur pour mettre à jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit les fiches d'intervention au regard de l'étiquetage ; • soit l'étiquetage au regard des fiches d'intervention. <p>L'exploitant devra préciser à l'inspection les corrections faites et fournir les justificatifs correspondants (Photo pour l'étiquetage ou les fiches d'intervention corrigées).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Vignettes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79-1
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Art. R.543-79-1 du Code de l'environnement À compter du 1er juillet 2016, le contrôle d'étanchéité des équipements est attesté par l'apposition d'une marque de contrôle. Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement et que leur réparation ne peut être faite immédiatement, il est apposé sur l'équipement une marque dite de défaut d'étanchéité. Ces deux marques et les conditions de leur apposition sont définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Art. 6 et 7 de l'AM du 29/02/2016</p>
<p>Constats : Les vignettes (sur le terrain) étaient bien présentes sur les équipements choisis par sondage. La majorité des étiquettes est correctement remplie.</p> <p>Toutefois, il a été constaté que pour les équipements référencés 2000000173854 et 2000000156620, les vignettes indiquent une date limite du prochain contrôle d'étanchéité en mars alors que mai devrait être indiqué, compte-tenu que le dernier contrôle a eu lieu le 03/02/2023 et que la périodicité réglementaire est de 3 mois.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de son opérateur pour mettre à jour les vignettes des équipements précités. L'exploitant devra fournir une photo pour en justifier.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Règlement F-Gaz : Etiquetage

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article Art. 12 Règlement F-GAZ
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 12 du règlement du 16/04/14 1. Les produits et équipements qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés ou qui en sont tributaires ne sont pas mis sur le marché s'ils ne sont pas étiquetés. Ceci s'applique uniquement : a) aux équipements de réfrigération ; b) aux équipements de climatisation ; c) aux pompes à chaleur ; d) aux équipements de protection contre l'incendie ; e) aux appareils de commutation électrique ; f) aux générateurs d'aérosol contenant des gaz à effet de serre fluorés, à l'exception des inhalateurs doseurs destinés à l'administration de produits pharmaceutiques ; g) à l'ensemble des conteneurs de gaz à effet de serre fluorés ; h) aux solvants à base de gaz à effet de serre fluorés ; i) aux cycles organiques de Rankine. [...] 3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes : a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou qu'il en est tributaire ; b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, le nom chimique ; c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO₂, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de</p>

serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.
<p>Constats : Pour le secteur des moyens généraux, l'étiquetage des équipements choisis par sondage était complet.</p> <p>Pour le secteur outillage, l'étiquetage des équipements choisis par sondage était incomplet (Pas l'information des tonnes en équivalent CO2 et parfois sur la quantité en kg).</p> <p>Il a été demandé à l'exploitant de se rapprocher de son opérateur pour faire les corrections et d'adresser à l'inspection les photos avec l'étiquetage mis à jour sur les équipements ciblés lors de l'inspection. Lors d'un mail du 14 février 2023, l'exploitant indique que la révision de leur étiquetage est en cours.</p> <p>Cette correction devra ensuite être généralisée à l'ensemble des équipements de ce secteur.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Archivage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-80
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. R.543-80 du Code de l'environnement</p> <p>Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, conserve pendant au moins cinq ans les documents attestant que les contrôles d'étanchéité ont été réalisés, constatant éventuellement l'existence de fuites et faisant état de ce que les réparations nécessaires ont été réalisées, et les tient à disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.</p>
<p>Constats : Pour le secteur des moyens généraux, un archivage existe sous format informatique (> à 5 ans).</p> <p>Pour le secteur outillage, un archivage existe sous format papier depuis 2013.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/01/2020, article Art. 4
Thème(s) : Risques chroniques, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Art. 4. de l'arrêté du 31/01/2008 I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; - ... <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p>
<p>Constats : L'exploitant a fait sa déclaration dans GEREP des quantités de fuites de fluides frigorigènes sur l'année 2022. Cette déclaration reprend l'ensemble de fuites qui se sont produites sur tous les sites de la société Airbus. Il serait intéressant de connaître les quantités de fuites par site ICPE.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Règlement F-Gaz : Mélange HFC/HFO

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article Art. 2.2 Règlement F-GAZ
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 2-2 du règlement du 16/04/14 « Hydrofluorocarbones » ou « HFC », les substances énumérées dans la section 1 de l'annexe I ou des mélanges contenant l'une de ces substances.</p>
<p>Constats : Il n'y a pas de mélange HFC/HFO dans les équipements des secteurs inspectés. Dans le cas où ce type de fluide est rencontré, il doit être suivi au regard de la réglementation des fluides frigorigènes comme les autres équipements contenant des HFC.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet